

Women's International League for Peace and Freedom

Ligue Internationale de Femmes pour la Paix et la Liberté

Liga Internacional de Mujeres por la Paz y la Libertad

*Consultative Status with UN ECOSOC, UNCTAD and UNESCO; Special Consultative Relations with
FAO, ILO, and UNICEF*



28 Juin 2018

Déclaration pour l'adoption de l'Examen Périodique Universel de la France de la Ligue Internationale de Femmes pour la Paix et la Liberté

38^{ème} session du Conseil des droits de l'Homme (18 juin au 6 juillet 2018)

Point 6 de l'agenda : Examen Périodique Universel

English version follows below

Transferts d'armes

WILPF salue l'acceptation par la France de la recommandation 145.31 : « s'abstenir de transférer des armes classiques lorsqu'elles peuvent être utilisées pour commettre des violations des droits de l'Homme ou du droit international humanitaire, conformément aux obligations que lui impose le Traité sur le commerce des armes et conformément à la cible 16.4 des objectifs de développement durable (Panama) ».

Cette acceptation est conforme aux obligations de la France en tant qu'Etat partie au Traité sur le commerce des armes (TCA), notamment en vertu de ses articles 6 et 7, et en tant qu'Etat partie à des traités sur les droits humains. Elle est également cohérente avec les obligations de la France en vertu de la Position commune de l'UE sur les exportations d'armes. L'engagement exprimé par la France d'entreprendre de rigoureuses évaluations avant d'autoriser tout transfert d'armes est cependant en contradiction avec la poursuite de transferts d'armes à destination de plusieurs pays impliqués dans la coalition engagée depuis mars 2015 dans les bombardements du Yémen, dont principalement l'Arabie Saoudite¹.

L'indignation publique prend de l'ampleur en France – 75% des Français souhaitent que le gouvernement français cesse de vendre des armes aux pays impliqués dans la coalition au Yémen – et le gouvernement français fait actuellement l'objet d'un contentieux quant à la

¹ . « Rafale : le contrat avec le Qatar pour la vente de 24 chasseurs est effectif », Le Parisien, 17 décembre 2015, <http://www.leparisien.fr/international/rafale-le-contrat-avec-le-qatar-pour-la-vente-de-24-chasseurs-est-effectif-17-12-2015-5381257.php>; C. ALTEMEYER, E. JARRY, « Le Qatar achète 24 Rafale et des missiles pour 6,3 mds », Les Échos investir, 30 avril 2015, <https://investir.lesechos.fr/actions/actualites/le-qatar-achete-24-rafale-et-des-missiles-pour-6-3-milliards-1047898.php>; V. LAMIGEON, « Rafale, blindés VBIC: le Qatar, le nouveau paradis des vendeurs d'armes français », Challenges, 7 décembre 2017, https://www.challenges.fr/entreprise/defense/rafale-blindes-vbci-le-qatar-nouveau-paradis-des-vendeurs-d-armes-francais_518447; « L'Égypte a réceptionné la totalité de ses Rafale EM », Defens Aero, 1er décembre 2017, <http://www.defens-aero.com/2017/11/egypte-receptionne-totalite-rafale-em.html>; Rapport au Parlement 2017 sur les exportations d'armement de la France, Ministère des Armées, Annexe 13

légalité de ses autorisations d'exportations d'armes vers l'Arabie Saoudite². Le Parlement Européen a aussi demandé, à plusieurs reprises la mise en place d'un embargo au niveau européen sur les ventes d'armes à l'Arabie Saoudite. Des pays tels que la Norvège et l'Allemagne ont récemment décidé de suspendre leurs transferts d'armes vers l'Arabie Saoudite compte tenu des risques de violations du droit international y étant associés³.

Néanmoins, les transferts d'armes de la France vers l'Arabie Saoudite continuent sans répit, et ce, malgré le risque significatif que des armes françaises soient utilisées par la Coalition dans des actes pouvant constituer des violations du droit international humanitaire et du droit international des droits humains au Yémen⁴. Les frappes aériennes de la Coalition continuent d'être la cause principale des victimes civiles. Entre le 26 mars 2015 et le 10 mai 2018, le Haut Commissariat aux Droits de l'Homme a documenté un total de 16'432 pertes victimes civiles. La vaste majorité d'entre elles - à savoir 10'185 victimes - ont été causées par les frappes aériennes effectuées par la Coalition menée par l'Arabie Saoudite⁵.

En avril 2018, le Président Macron a déclaré lors d'une conférence de presse avec le prince héritier saoudien que : « toute vente de matériel militaire est soumise à une analyse au cas par cas et sur la base de critères renforcés qui tiennent compte du respect du droit international humanitaire et des risques de dommage sur les populations civiles »⁶. Combien de décès causés par les frappes de la Coalition au Yémen doivent-ils être encore documentés avant que le gouvernement français identifie un risque de dommage ?

Nous exhortons dès lors le gouvernement français à mettre en œuvre de manière effective la recommandation de l'EPU susmentionnée et :

- D'immédiatement cesser ses transferts d'armes vers l'Arabie Saoudite et vers les autres pays où l'exportation de ces armes pourrait servir à commettre une violation grave du droit international humanitaire ou du droit international des droits humains ou à en faciliter la commission ;
- De réaliser systématiquement des contrôles a posteriori des licences d'exportation d'armes avec tous les pays où il y a des indications de violations des droits humains et/ou du droit international humanitaire ;
- De prendre dûment en compte les recommandations du rapport du HCDH sur l'« Incidence des transferts d'armes sur les droits de l'Homme » ainsi que celles des autres organes des droits humains des Nations Unies pour assurer des évaluations des risques en matière de droits humains vérifiables, transparentes et qui prennent

² http://www.liberation.fr/politiques/2018/03/20/la-france-rattrapee-par-ses-ventes-d-armes-a-l-arabie-saoudite_1637596; <https://www.amnesty.fr/controle-des-armes/actualites/yemen-3-francais-sur-4-pour-la-suspension-des-ventes-darmes>

³ Résolution du Parlement européen du 13 septembre 2017 sur les exportations d'armements : mise en œuvre de la Position commune 2008/944/PESC (2017/2029(INI)), <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P8-TA-2017-0344+0+DOC+XML+V0//FR>; « Yémen : les députés réitèrent leur appel à un embargo européen sur les armes à

⁴ With respect to the Arms Trade Treaty, it is important to underscore that risk assessments assess just that – the risk that the arms in question will be used in any of the ways prohibited by the Treaty. It is not necessary to establish the direct presence of a transferred item as having been used in a specific act in order to prevent future transfers of the same item. If the risk alone is high enough, the transfer must be denied.

⁵ <https://www.ohchr.org/en/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=23071&LangID=E>

⁶ <https://www.reuters.com/article/us-france-saudi-yemen/frances-macron-defends-saudi-arms-sales-to-hold-yemen-conference-idUSKBN1HH30P>

pleinement en compte la dimension genrée de l'impact des exportations d'armes sur les droits humains⁷ ;

- De s'assurer que les entreprises du secteur de l'armement mettent pleinement en œuvre leurs obligations en vertu de la loi 2017-399 sur le devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre adoptée en France, en menant des évaluations rigoureuses et transparentes des risques en matière de droits humains liés à leurs activités⁸.

Indemnisation des victimes des essais nucléaires français

WILPF salue également l'acceptation de la recommandation 145.97 pour « veiller à ce que les victimes des essais nucléaires en Polynésie française soient indemnisées, conformément aux observations du Comité pour l'élimination de la discrimination l'égard des femmes et du Comité des droits de l'Homme (Panama) ». WILPF appelle le gouvernement français à s'assurer que le Comité d'indemnisation des victimes des essais nucléaires (CIVEN) prenne en compte les impacts spécifiques des essais nucléaires sur les femmes de Polynésie française et accélère le traitement des réclamations d'indemnisation des victimes, fournisse une assistance prenant en considération l'âge et le sexe, sans discrimination, y compris des soins médicaux, une réadaptation et un soutien psychologique, ainsi qu'une insertion sociale et économique. Le gouvernement devrait aussi prendre les mesures nécessaires en vue de la remise en état de l'environnement des zones ainsi contaminées.⁹

⁷ http://ap.ohchr.org/documents/dpage_e.aspx?si=A/HRC/35/8

⁸ <https://www.legifrance.gouv.fr/eli/loi/2017/3/27/2017-399/jo/texte>

⁹ Voir l'article 6 Assistance aux victimes et remise en état de l'environnement du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires

Women's International League for Peace and Freedom

Ligue Internationale de Femmes pour la Paix et la Liberté

Liga Internacional de Mujeres por la Paz y la Libertad

*Consultative Status with UN ECOSOC, UNCTAD and UNESCO; Special Consultative Relations with
FAO, ILO, and UNICEF*



28 June 2018

Statement of the Women's International League for Peace and Freedom UPR Adoption of the Universal Periodic Review (UPR) of France UN Human Rights Council 38th session (18 June to 6 July 2018) *Item 6: Universal Periodic Review*

Arms transfers

WILPF welcomes France's acceptance of recommendation 145.31 to: "Refrain from transfer of conventional weapons when these can be used to violate human rights or international humanitarian law, in line with its obligations under the Arms Trade Treaty and Target 16.4 of the 2030 agenda on sustainable development (Panama)".

Such acceptance is consistent with France's obligations as a state party to the Arms Trade Treaty (ATT), particularly under articles 6 and 7, and as a state party to human rights treaties. It is also consistent with France's obligations under the EU Common Position on Arms Exports. France's stated commitment to undertake a careful assessment before authorising arms transfers is however at odds with its continued arms transfers to several countries involved in the coalition that has been engaged since March 2015 in the bombardment of Yemen, foremost among which is Saudi Arabia.¹⁰

Public outcry is mounting in France - 75% of French people want France to stop selling arms to countries involved in the coalition in Yemen - and the French government is facing a legal challenge over the legality of its export license

¹⁰ V. « Rafale : le contrat avec le Qatar pour la vente de 24 chasseurs est effectif », Le Parisien, 17 décembre 2015, <http://www.leparisien.fr/international/rafale-le-contrat-avec-le-qatar-pour-la-vente-de-24-chasseurs-est-effectif-17-12-2015-5381257.php>; C. ALTEMEYER, E. JARRY, « Le Qatar achète 24 Rafale et des missiles pour 6,3 mds », Les Échos investir, 30 avril 2015, <https://investir.lesechos.fr/actions/actualites/le-qatar-achete-24-rafale-et-des-missiles-pour-6-3-milliards-1047898.php>; V. LAMIGEON, « Rafale, blindés VBIC: le Qatar, le nouveau paradis des vendeurs d'armes français », Challenges, 7 décembre 2017, https://www.challenges.fr/entreprise/defense/rafale-blindes-vbci-le-qatar-nouveau-paradis-des-vendeurs-d-armes-francais_518447; « L'Égypte a réceptionné la totalité de ses Rafale EM », Defens Aero, 1^{er} décembre 2017, <http://www.defens-aero.com/2017/11/egypte-receptionne-totalite-rafale-em.html>; Rapport au Parlement 2017 sur les exportations d'armement de la France, Ministère des Armées, Annexe 13

authorisations to Saudi Arabia.¹¹ The European Parliament has also repeatedly called for an EU-level arms embargo to Saudi Arabia and countries such as, Norway and Germany recently decided to suspend arms transfers to Saudi Arabia in view of the risks of breach of international law.¹²

Yet, France's arms transfers to Saudi Arabia continue unabated, despite significant risk of the Saudi-led Coalition using French weapons in acts that may constitute violations of international humanitarian law and international human rights law in Yemen.¹³ Coalition airstrikes continue to be the leading cause of civilian casualties. Between 26 March 2015 and 10 May 2018, the OHCHR has documented a total of 16,432 civilian casualties. The vast majority of these – 10,185 civilian casualties were as a result of airstrikes carried out by the Saudi-led Coalition.¹⁴

In April this year, President Macron stated at a news conference with the Saudi Crown Prince that: "all sales of military equipment are analysed on a case-by-case basis and on the basis of reinforced criteria that reflect respect for international humanitarian law and the risk of harm to civilian populations."¹⁵ How many more civilian deaths in Yemen due to Coalition strikes need to be documented before the French government identifies a risk?

We hence urge the French government to meaningfully implement the above-mentioned UPR recommendation and to:

- Immediately stop arms transfers to Saudi Arabia and other countries where there is a substantial risk that they will be used to violate international human rights law and/or international humanitarian law;

¹¹ http://www.liberation.fr/politiques/2018/03/20/la-france-rattrapee-par-ses-ventes-d-armes-a-l-arabie-saoudite_1637596; <https://www.amnesty.fr/control-des-armes/actualites/yemen-3-francais-sur-4-pour-la-suspension-des-ventes-darmes>

¹² Résolution du Parlement européen du 13 septembre 2017 sur les exportations d'armements : mise en oeuvre de la Position commune 2008/944/PESC (2017/2029(INI)), <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P8-TA-2017-0344+0+DOC+XML+VO//FR>; « Yémen : les députés réitèrent leur appel à un embargo européen sur les armes à l'encontre de l'Arabie saoudite », Actualité Parlement européen, Communiqué de presse, 30 novembre 2017, <http://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20171127IPR88940/yemen-nouvel-appel-pour-un-embargo-sur-les-armes-contre-l-arabie-saoudite>; « La Norvège suspend ses ventes d'armes aux Émirats arabes unis », Le Figaro, 3 janvier 2018, <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2018/01/03/97001-20180103FILWWW00060-la-norvege-suspend-ses-ventes-d-armes-aux-emirats-arabes-unis.php> ; v. aussi <http://www.opex360.com/2018/01/03/yemen-norvege-suspend-ventes-dequipements-militaires-aux-emirats-arabes-unis/#j20meEGeZJfK7GL.99>; « Germany Halts Further Arms Exports to Parties in Yemen War », U. S. News, 19 janvier 2018, <https://www.usnews.com/news/business/articles/2018-01-19/germany-halts-further-arms-exports-to-parties-in-yemen-war>;

¹³ With respect to the Arms Trade Treaty, it is important to underscore that risk assessments assess just that – the risk that the arms in question will be used in any of the ways prohibited by the Treaty. It is not necessary to establish the direct presence of a transferred item as having been used in a specific act in order to prevent future transfers of the same item. If the risk alone is high enough, the transfer must be denied.

¹⁴ <https://www.ohchr.org/en/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=23071&LangID=E>

¹⁵ <https://www.reuters.com/article/us-france-saudi-yemen/frances-macron-defends-saudi-arms-sales-to-hold-yemen-conference-idUSKBN1HH30P>

- Ensure systematic ex-post reviews of arms exports licenses to all countries where there is evidence of human rights violations and violations of international humanitarian law;
- Duly take into account the recommendations in the OHCHR’s report on the “Impact of arms transfers on the enjoyment of human rights” as well as by other UN human rights bodies, to ensure effective, transparent, and gender-sensitive human rights impact assessments of arms exports¹⁶;
- Ensure that companies active in the arms industry implement effectively the recently adopted French due diligence law 2017-399 by undertaking robust and transparent human rights risk assessments¹⁷.

Nuclear testing

WILPF also welcomes the acceptance of recommendation 145.97 to “Ensure compensation to all victims of nuclear tests in the French Polynesia, in line with the observations of CEDAW and the Human Rights Committee (Panama)”. WILPF calls on the French government to ensure that the Committee for the compensation of victims of nuclear testing (CIVEN) take into account the specific impacts of nuclear testing on Women in French Polynesia and accelerate the processing of claims for the compensation of victims, adequately provide age- and gender-sensitive assistance, without discrimination, including medical care, rehabilitation and psychological support, as well as provide for their social and economic inclusion. The government should also ensure that necessary and appropriate measures towards the environmental remediation of contaminated areas be taken without delay.¹⁸

¹⁶ http://ap.ohchr.org/documents/dpage_e.aspx?si=A/HRC/35/8

¹⁷ <https://www.legifrance.gouv.fr/eli/loi/2017/3/27/2017-399/jo/texte>

¹⁸ See article 6 Victim assistance and environmental remediation of the Treaty on the prohibition of nuclear weapons